

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

## Journal d' Irak

### Dossier

N° 508 du 02.01.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Irak" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site <http://turkmenfriendship.blogspot.com/2007/10/journal-dirak-de-m-lemaire.html>

d) Sur le site <http://turkmenfriendship.blogspot.com/2007/10/journal-dirak-de-m-lemaire.html>

e) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

f) et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_irakiens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_irakiens.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

### Sommaire :

Tiré à part

Les enfants malformés de Fallujah.

1-1 Vidéo : Wikileaks et Cantona servent-ils à quelque chose?

1-2 Tariq Ali : «Obama n'a jamais rien voulu changer»

2 Dossier & Point de vue

2-2 Gilles Munier : Des mercenaires français en Irak ?

Dossier pétrole

2-3 Le Conseil de sécurité de l'ONU va mettre fin au programme « pétrole contre nourriture ».

2-4 L'Irak produit du pétrole comme jamais.

2-5 L'Irak va entériner les contrats signés par le Kurdistan.

Fin

3 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

3-1 WikiLeaks : Moubarak a suggéré un "dictateur équitable" pour diriger l'Irak.

3-2 WikiLeaks: plus de 350 scientifiques nucléaires et 300 universitaires irakiens liquidés par le Mossad.

4 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

4-1 Gilles Munier : Qui est digne de l'«autodétermination» en Irak ?.

5 Annexe

5-1 Le sang de Saddam Hussein.

---

---

### Avant propos

Les militaires américains usent d'un terme générique- *Al Qaida*- pour désigner les résistants qui osent leur résister...

---

---

### Tiré à part

Les enfants malformés de Fallujah.

31 décembre 2010

L'International Journal of Environmental Research and Public Health publie une étude sur la recrudescence des malformations à la naissance à Fallujah (Irak). Celles ci ont augmenté de 15 % dans le contexte de la guerre.

L'étude, qui porte sur un échantillon restreint de familles polygames, met en évidence des malformations cardiaques et du tube neural.

La revue a choisi de publier cette étude pour échanger les données collectées avec les autres chercheurs travaillant sur les contaminations dans les zones de guerre.

===

« [Four Polygamous Families with Congenital Birth Defects from Fallujah, Iraq](http://www.voltairenet.org/IMG/pdf/Congenital_Birth_Defects_from_Fallujah.pdf) », [http://www.voltairenet.org/IMG/pdf/Congenital Birth Defects from Fallujah.pdf](http://www.voltairenet.org/IMG/pdf/Congenital_Birth_Defects_from_Fallujah.pdf)

---

## 1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 1-1 Vidéo : Wikileaks et Cantona servent-ils à quelque chose?

[http://www.dailymotion.com/video/xg7v0u\\_wikileaks-et-cantona-servent-ils-a-quelque-chosey\\_news#from=embed](http://www.dailymotion.com/video/xg7v0u_wikileaks-et-cantona-servent-ils-a-quelque-chosey_news#from=embed)

---

### 1-2 Tariq Ali : «Obama n'a jamais rien voulu changer»

#### INTERVIEW

Militant tiers-mondiste de la trempe d'un Edward Saïd et d'un Frantz Fanon, [Tariq Ali](#), né au Pakistan et formé en Grande-Bretagne, fustige, dans son dernier livre, la politique du président américain.

Historien formé à Oxford, Tariq Ali est né au Pakistan. Figure de la vie militante britannique depuis son opposition à la guerre du Vietnam, il participe à de prestigieuses revues, comme la *New Left Review* à Londres et *Counterpunch* aux Etats-Unis. De passage à Paris, il a présenté son dernier livre: *Obama s'en va-t-en guerre* (éditions La Fabrique).

#### Entretien.

Avez-vous été surpris par le résultat des élections américaines de mi-mandat, qui ont vu la défaite des démocrates de Barack Obama?

Tariq Ali: La question que les électeurs ont posée était: quelque chose a-t-il changé substantiellement depuis que la Maison-Blanche est occupée par l'un des descendants des esclaves qui l'ont construite? La seule chose qui a changé à mes yeux est la petite musique d'ambiance jouée à Washington, guère plus. L'immense espoir qui s'est levé durant la campagne présidentielle d'Obama s'est rapidement estompé. L'élection d'un métis au rang de président chargé de panser les plaies des Etats-Unis et de restaurer leur image à l'étranger a été saluée par une vague d'euphorie idéologique qui n'avait pas été observée depuis l'arrivée au pouvoir de Kennedy. Barack Obama a été reçu en Europe comme une véritable rock star.

Les Etats-Unis suivent-ils toujours les mêmes politiques?

George W. Bush a été diabolisé, présenté comme une aberration dans l'histoire des Etats-Unis; mais il était facile de prévoir qu'Obama allait poursuivre dans la même direction. Aux Etats-Unis, beaucoup de gens disent qu'Obama voudrait au plus profond de lui mettre les banques au pas, mais qu'il ne peut pas grand-chose face aux marchés financiers. Remarquez, les partisans de cette thèse sont de moins en moins nombreux. Si rien n'a changé après deux années de crise économique sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale, les gens se rendent aujourd'hui compte que ce n'est pas parce qu'Obama en est empêché mais bien parce qu'il n'a jamais été dans ses intentions de modifier quoi que ce soit. Quand les démocrates se plaignent du mouvement du Tea Party, je leur réponds qu'ils ont bien plus de soutien dans la société américaine. Les démocrates ont attiré durant les élections présidentielles treize millions de supporters dont ils ont conservé les adresses e-mail. Pourquoi ne mobilisent-ils pas dans les rues de Washington ne serait-ce qu'un demi-million d'entre eux afin de soutenir Obama? Les démocrates ne le souhaitent pas. Ils ne veulent pas mobiliser le peuple. George W. Bush ne s'y trompe pas. Je cite de mémoire l'ancien président républicain, qui vient de publier un livre: «Obama est un très bon successeur et je suis très satisfait de la manière dont il dirige les Etats-Unis.» Nous pouvons toujours nous illusionner sur le nouveau Roosevelt...

Obama paie la poursuite de la guerre en Irak?

En 2002, durant son ascension politique, Obama s'est opposé à l'attaque contre l'Irak. Mais, une fois élu président, il s'est empressé de réengager le secrétaire à la Défense de George W. Bush. La continuité ne peut être plus claire. Avant son entrée à la Maison-Blanche, Obama avait promis le retrait de toutes les troupes «de combat» d'Irak. Certes, la dernière brigade a été retirée en août dernier, mais il reste encore cinquante-six mille Américains dans ce pays, des conseillers, etc. Les conséquences de l'invasion américaine sont révoltantes: un million d'Irakiens sont morts depuis l'invasion de 2003, et les chiffres irakiens officiels font état de cinq millions d'orphelins. Cette guerre est bien sûr liée au pétrole, comme tout ce qui se passe au Moyen-Orient, mais pas uniquement. Pour Washington, c'est aussi une manière de montrer que les Etats-Unis contrôlent toujours le monde et les principales ressources énergétiques de la planète. Un message reçu cinq sur cinq par les pouvoirs émergents de la Chine et des pays du Moyen-Orient.

Etes-vous tout aussi critique sur le fait qu'Obama ait renforcé le contingent américain en Afghanistan?

Dans ce pays, il a été plus loin que son prédécesseur, élargissant le front de l'agression impériale et se lançant

dans une escalade de violence. Pendant sa campagne électorale, Obama s'était montré soucieux de surpasser Bush dans «sa guerre juste». Il a depuis engagé plus de troupes, plus de puissance de feu pour éliminer la résistance afghane. Il a aussi autorisé plus d'intrusions de drones au Pakistan, si bien que le New York Times a insisté sur ses lecteurs que, «depuis l'arrivée au pouvoir de M. Obama, la CIA a effectué plus d'attaques de drones Predator au Pakistan que durant les huit années de mandat de George W. Bush». Pourtant, plusieurs généraux américains ont informé Obama que cette guerre n'était pas gagnable. Des atrocités commises par les troupes américaines ont même été dénoncées par un agent des services secrets sur place, avant sa démission.

L'argument «il faut libérer les Afghanes» est largement partagé dans la classe politique en Europe. Qu'en pensez-vous?

En effet, les partisans de cette thèse sont nombreux. Il suffit d'écouter les propos tenus par Daniel Cohn-Bendit au Parlement européen. Cela n'est pourtant que de la propagande. Dans les documents militaires diffusés par le site internet Wikileaks, un peu plus tôt cette année, la CIA écrivait que les Européens étaient très largement opposés à la guerre en Afghanistan. L'agence a indiqué qu'obtenir un soutien public nécessitait l'emploi du seul argument disposant d'une certaine résonance, à savoir «libérez les femmes Afghanes». Il suffit d'écouter la principale organisation de femmes afghanes: avec la présence des troupes de l'OTAN, leurs conditions de vie se sont dégradées par rapport à la période où les talibans occupaient le pays!

Contrairement à Bush, Obama a fait plusieurs discours portant sur la paix. Cela ne compte-t-il pas à vos yeux? Sur le terrain, rien n'a changé. Prenez par exemple la question Israël-Palestine. Obama est encore plus pro-israélien que son prédécesseur. Sa politique a pour résultat de rendre impossible toute solution politique sur la base de deux Etats. Dans les faits, il n'en existe qu'un seul. L'Autorité palestinienne n'existe que sur le papier. Tout le monde sait là-bas que les décisions sont en réalité prises par l'armée israélienne. Les officiels israéliens ont d'ailleurs reconnu ouvertement qu'ils ne reviendraient jamais aux frontières de 1967, restant ainsi dans les territoires occupés. Le seul espoir est le développement de la campagne Boycott, Désinvestissement et Sanction, à l'image du mouvement qui s'était construit contre l'apartheid. La campagne BDS est très forte aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Elle est en train de se développer pacifiquement à travers le monde. J'ai été choqué de voir qu'en France quatre-vingts militants de cette campagne ont été traînés devant les tribunaux pour avoir appelé à boycotter des produits israéliens fabriqués dans les territoires occupés, en infraction avec le droit international. Même le gouvernement israélien qui a réprimé cette campagne à domicile n'a pas été aussi loin. I «Savoir où se situent les valeurs de la République»

Que pensez-vous du débat qui sévit en France autour du voile dit «islamique»?

Les politiciens passent un temps fou à se demander si les femmes qui portent un voile sont opprimées. Si c'était le cas, une intervention extérieure serait promise à l'échec. Rappelez-vous les cérémonies de dévoilement forcé des femmes en Algérie durant la colonisation. Elles étaient menées au nom des valeurs de la République... Si les femmes voilées étaient opprimées, il serait plus efficace qu'elles s'organisent elles-mêmes. Plus généralement, cette focalisation des politiques à travers l'Europe sur le voile et sur l'islam est un signe de l'immense vague d'islamophobie qui submerge le continent.

Est-ce dangereux, selon vous?

Bien sûr que c'est dangereux! Le langage utilisé s'apparente souvent à celui employé à propos des Juifs dans les années 1920, 30 et 40. Comme si nous n'avions rien appris depuis la Seconde Guerre mondiale; comme si toutes les leçons tirées de l'Holocauste n'avaient pas de portée. Nous sommes tous contre ces atrocités, mais les discriminations qui se déroulent sous nos yeux n'attirent pas notre attention, comme si la situation actuelle n'avait pas de lien avec ce qui s'est passé dans la première partie du XXe siècle. Les questions religieuses sont très utiles pour aider les Etats-Unis à maintenir leur hégémonie. Dans le monde islamique, vous devez savoir qu'il existe toutes les nuances de l'arc en ciel: en Egypte, les Frères musulmans s'apparentent aux partis démocrates-chrétiens d'Europe. A l'autre bout du spectre politique, vous avez les organisations militantes, comme le Hezbollah au Liban, qui a défait par deux fois l'armée israélienne. Par ailleurs, si ces forces d'inspiration religieuse dominent actuellement le Proche-Orient, c'est parce que les autres forces, notamment la gauche nationaliste, ont été éliminées par l'Occident et remplacées par ces mouvements religieux, comme on peut le voir en Irak.

Que pensez-vous de l'attitude de la gauche européenne sur ce sujet?

OVN : La gauche européenne ne doit pas se joindre à ceux qui veulent régenter la manière de s'habiller des citoyens. En 1922, par exemple, durant le Congrès de la IVe Internationale, les communistes indonésiens luttèrent contre la doctrine léniniste. Les Indonésiens voulaient que les communistes s'attaquent à la question coloniale et cessent de considérer l'islam comme un ennemi. Le leader communiste indonésien, Tan Malaka, expliquait alors: «Nous sommes treize mille dans un pays où une majorité de paysans et de travailleurs croient en Allah. Nous collaborons avec Sarakah, un mouvement religieux qui regroupe cent mille paysans et qui a adopté notre programme politique en totalité. Bien sûr, nous préférierions qu'ils ne soient pas croyants, mais cela nous apparaît secondaire depuis qu'ils nous ont expliqué: 'Nous n'avons rien dans ce monde, vous voudriez maintenant nous supprimer le paradis!'» C'est frappant de voir que la question religieuse s'est aussi posée au Parti communiste italien, qui était la principale organisation prolétarienne occidentale après 1945. Ces dirigeants s'étonnaient de leurs difficultés à mobiliser leurs militants le dimanche matin. Puis ils ont compris que leurs militants allaient en masse à la messe. Ils caressèrent le projet d'interdire toute pratique religieuse à leurs membres, avant de se rendre compte qu'une telle décision leur ferait perdre la moitié de leurs militants. Au final, rien ne sert de

s'interroger sans fin sur la signification du port du voile. La question importante est: où se situent les valeurs de la République? Ne serait-ce pas plutôt dans un accès à tous à l'éducation et à l'emploi?

Paru le Lundi 06 Décembre 2010

PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER VILAIN

PROPOS RECUEILLIS PAR OVN

Choisi pour vous par <http://groups.google.fr/group/medias-mensonges-desinformation?hl=fr>

<http://www.lecourrier.ch/index.php?name=NewsPaper&file=article&sid=447619>

---

## 2 Dossier & Point de vue

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

### 2-1 WikiLeaks : armes en Irak, les estimations erronées d'Israël.

Lorsque le sujet est abordé, lors d'une rencontre entre le sénateur américain Carl Levin, et un responsable des renseignements militaires israéliens, en mars 2009, il y a bien longtemps que les limiers américains ne cherchent plus en Irak les armes de destruction massive dont la présence supposée avait justifié, six ans plus tôt, l'invasion du pays.

Un rapport américain vient d'être publié qui dresse un constat accablant pour le renseignement américain. "Et vous ?" demande le sénateur au colonel Itai Brun. "Nous étions très proches" des estimations américaines, confesse le militaire israélien, selon un télégramme diplomatique secret obtenu par WikiLeaks et consulté par *Le Monde*.

A l'époque, poursuit-il, précisant que l'estimation israélienne était tirée des informations de la communauté du renseignement toute entière, nous pensions que le régime irakien disposait de lanceurs "résiduels" et de missiles sol-sol capables de porter des bombes chimiques et biologiques. Il n'y avait pas de preuve directe, c'était une "conclusion stratégique" basée sur le comportement de Saddam Hussein dans les années 1990, selon laquelle il ne céderait jamais ces armes. La seule conséquence de cette estimation, ajoute alors le militaire, fut la distribution de masques à gaz, mais il s'agissait d'une décision politique, non liée à la fiabilité supposée de notre conclusion.

Interrogé sur les liens supposés à l'époque entre Al-Qaida et le régime irakien, un autre militaire, le lieutenant-colonel Avi Zaroni, indique que les autorités israéliennes disposaient d'informations sur des contacts avec des deuxièmes et troisièmes couteaux d'Al-Qaida mais qu'elles "savaient" que le régime baasiste ne soutiendrait pas un "djidhad". Le colonel Brun, questionné sur un éventuel approvisionnement clandestin en uranium de l'Irak à l'époque, conclut que les autorités israéliennes ne s'étaient même pas penchées sur le sujet car elles étaient convaincues de l'inexistence d'un programme nucléaire significatif.

[Le Monde.fr | 19.12.](#)

---

### 2-2 Gilles Munier : Des mercenaires français en Irak ?

La guerre d'Irak a fait voler en éclats la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires, votée par l'Assemblée générale des Nations unies en 1989 et ratifiée par 32 Etats.

A l'écart du conflit irakien après le discours mémorable de Dominique de Villepin à l'ONU en 2003, la France y participe désormais, peu ou prou, avec un ambassadeur de choc et des sociétés dites de sécurité.

Nicolas Sarkozy est-il en guerre contre la résistance irakienne ?

En autorisant des « sociétés de sécurité » françaises à s'implanter à Bagdad, il a engagé la France dans un engrenage dont il ne mesure pas vraiment les risques. Les « gardes du corps » français, qui, sous couvert de protection rapprochée, accueillent et accompagnent les hommes d'affaires, sont perçus par la population comme des « contractors » - mercenaires - au même titre que les employés de la quarantaine de SMP (Sociétés Militaires Privées) étrangères qui sèment la terreur dans le pays. Et, elles le sont d'autant plus que Boris Boillon, l'ambassadeur de France, tient des propos laudateurs effarants sur la sécurité dans le pays, célèbre les vertus de l'occupation américaine et de la bonne gouvernance du régime pro-iranien.

L'American way of war

Certes, les « contractors » de Geos, la plus grande entreprise de sécurité privée française, de Gallice-Security et d'Anticip SAS, qui se partagent les miettes laissées par les SMP anglo-saxonnes, n'ont rien des tueurs engagés par leurs concurrentes, ni des aventuriers recrutés par Bob Denard, le célèbre « soldat de fortune » français. Geos, créée par Stéphane Gérardin, ancien du service action de la DGSE, est présidée par le général Jean Heinrich, ancien patron de la DRM (Direction du renseignement militaire). La société Gallice est dirigée par Frédéric Gallois, ancien chef du GIGN (Groupe d'intervention de la Gendarmerie nationale), et Anticip par Richard Terzan, ancien expert des « risques spéciaux » de la Lloyd's, un des leaders historiques de l'assurance. Toutes se placent dans la perspective d'une modification de la loi du 14 avril 2003 « relative à la répression de l'activité de mercenaire ». En effet, l'Elysée veut réintroduire en douceur le mercenariat dans le droit français. Après avoir vanté l'American way of life, Nicolas Sarkozy tente d'imposer l'American way of war, pour reprendre une formule de G. H Bricet des Vallons, auteur d' *Irak, terre mercenaire*.

Le marché du mercenariat étant estimé à 100 milliards de dollars pour les dix prochaines années, en ces temps de

crises les arguments avancés sont évidemment d'ordre économique : « il ne faut pas laisser ces contrats juteux aux autres pays », « le budget de la Défense serait mieux utilisé » et « cela permettrait de reclasser les militaires en fin de carrière... de réduire le chômage » ... La décision d'externaliser des activités militaires combattantes n'étant, semble-t-il, qu'une question de temps, la société parisienne Vitruve DS, dirigée par Didier Raoul, ancien commandant des forces spéciales, a réclamé la privatisation de l'Ecole des troupes aéroportées de Pau (Etap), proposition jugée « inadmissible », portant atteinte « aux fonctions régaliennes de l'Etat », par Martine Lignières-Cassou, députée socialiste du Béarn, membre de la commission Défense nationale.

Des Français dans les SMP anglo-saxonnes

En attendant une éventuelle modification de sa législation en matière de mercenariat, la France ferme les yeux sur la présence d'anciens militaires français dans les SMP anglo-saxonnes. « Franck Hugo », mercenaire en Irak en 2003-2004, ancien légionnaire ayant participé à la tentative de coup d'Etat de Bob Denard aux Comores en 1995, aurait négocié, en accord avec l'antenne DGSE à Bagdad, la libération de Christian Chesnot et Georges Malbrunot enlevés par l'Armée islamique en Irak.

Deux SMP étatsuniennes : EHC (Earthwind Holding Corporation) de Bruno Trinquier et Eagle Black Group, dirigé également par un Français, recrutent des « contractors » hexagonaux, tout comme l'australienne Unity Resources Group, basée à Dubaï, responsable de 38 tirs sur des civils irakiens... tous justifiés, bien sûr. La justice australienne lui reproche seulement d'avoir tué trois diplomates australiens qui roulaient trop près d'un de ses convois. Enfin, Philippe Legorjus, ancien commandant du GIGN, patron d'Atlantic Intelligence a créé une filiale avec le Stirling Group britannique pour accéder au marché de la « gestion des risques internationaux », sans enfreindre la loi de 2003.

Sahwa et contractors : même combat !

En Irak, la protection est facturée 6 000 \$ par jour par Anticip, plus si des déplacements sont effectués dans le pays. Pour l'instant, aucun homme d'affaires n'a été victime d'attentat ou d'attaque, et c'est tant mieux. Mais qu'advient-il lorsque Al Qaïda en Mésopotamie mettra ses menaces à exécution ? En 25 mars dernier, le Front pour le Djihad, la Libération et le Salut national (JLNSF), d'Izzat Ibrahim al-Douri, a averti les entreprises étrangères qu'elles étaient des « cibles légitimes » pour la résistance, les assimilant à des forces occupantes. Que penser du risque insensé pris par la société Gallice en s'associant au cheikh de la milice tribale sahwa des Abou Rish, un des pires suppôts de la CIA, pour assurer la protection du ministère irakien des Affaires étrangères ?

La signature du premier contrat étatique accordé à une entreprise française de sécurité - 500 000\$ - tient certainement plus au désir du ministre kurde Hoshyar Zebari de faire une fleur à son vieil ami Bernard Kouchner qu'aux capacités, reconnues, de cette société.

Que se passera-t-il le jour où des « gardes du corps » français dégaineront leurs armes pour protéger une délégation, ou pour se sortir d'un guet-apens ?

Il ne sera alors plus question de mission défensive, mais de guerre ouverte avec toutes les conséquences qui en découlent. Voilà vers quoi conduit la politique mercantile, et à courte vue, de Nicolas Sarkozy en Irak. La légalisation de SMP françaises, avec leurs « bavures » inévitables, salirait encore plus l'image qu'a actuellement la France à l'étranger.

Appendice :

Le « nouvel Eldorado » irakien

Alors qu'une quarantaine de chefs d'entreprise français s'apprêtait à quitter Paris pour Bagdad, où ils se déplaceraient en convoi blindé, précédé par une automitrailleuse de Gallice, le « Haut tribunal pénal » irakien condamnait à mort Tarek Aziz, Saadoun Shaker et trois anciens dirigeants baasistes. Pendant que Boris Boillon, ambassadeur-Rambo, présentait l'Irak comme un « nouvel Eldorado » et qu'Anne-Marie Idrac, ministre du Commerce extérieur, visitait la Foire internationale de Bagdad, protégée par les mercenaires de Triple Canopy, les forces de sécurité irakiennes attaquaient la cathédrale syrienne catholique Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours où étaient retranchés des terroristes, provoquant le massacre d'une cinquantaine de fidèles.

Le lendemain, des bombes et des obus de mortiers explosaient dans les quartiers chiites, faisant encore plus de victimes. Le ministère français des Affaires étrangères a condamné ces attentats, mais n'a rien dit en faveur de Tarek Aziz ni de ses compagnons, tous « amis de la France ». Faut-il rappeler, comme l'a fait Maître Vergès lors d'une conférence de presse avec Mme Shaker, à Paris, le 12 octobre, que la peine de mort, suspendue en 2003, au moment de leur arrestation, par l'Autorité provisoire de la Coalition, ne peut s'appliquer à aucun d'entre eux, même si elle a été rétablie ensuite ?

Merci à Gilles Munier

Source: <http://www.france-irak-actualite.com/article-des-mercenaires-fran-ais-en-irak-62220293.html>

Date de parution de l'article original: 02/12/2010

URL de cette page: <http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=2844>

---

## Dossier pétrole

### 2-3 Le Conseil de sécurité de l'ONU va mettre fin au programme « pétrole contre nourriture ».

Dans un geste de normalisation avec l'Irak, le Conseil de sécurité de l'ONU va mettre fin demain au programme pétrole contre nourriture ainsi qu'aux restrictions liées à son armement, des résolutions datant de l'ère Saddam Hussein.



Le conseil de sécurité des Nations unies devrait d'autre part renouveler pour une période de six mois une résolution sur le Fonds de développement pour l'Irak (DFI) mis en place en 2003 après la chute de Saddam Hussein.

La réunion du Conseil sera présidée par le vice-président américain Joseph Biden, les Etats-Unis assurant la présidence du Conseil de sécurité en décembre.

Les trois textes que le Conseil devrait adopter mercredi permettraient d'abroger des résolutions adoptées en vertu du chapitre VII de la charte de l'ONU, qui autorise le recours aux sanctions ou à la force.

Ces résolutions vont permettre de rétablir la souveraineté irakienne, souligne un diplomate onusien. "Tout le monde (au Conseil de sécurité) est d'accord. On est dans les clous" pour que l'Irak ne soit plus assujéti à ces contraintes, souligne ce diplomate.

Le programme "pétrole contre nourriture" avait été établi par le Conseil de sécurité en 1995 dans sa résolution 986. En vigueur de 1996 à 2003, il permettait à Bagdad de vendre du pétrole en échange d'aide humanitaire alors que l'Irak était soumis à un embargo après son invasion du Koweït en 1990.

Ce programme était en pratique terminé depuis le 31 décembre 2007 mais une question résiduelle, liée à d'ultimes contrats passés sous ce régime, demeurait.

S'agissant des armes de destruction massive (AMD), la résolution 687 de 1991 obligeait l'Irak à détruire toutes ses AMD et à ne pas utiliser, développer, fabriquer et acquérir des armes chimiques, biologiques ou nucléaires.

La résolution prohibait également les missiles.

L'Irak a écrit au Conseil de sécurité le 28 juillet 2010 pour l'informer de plusieurs mesures prises pour prouver son engagement en matière de principes de désarmement et de non prolifération.

Quant au Fonds de développement pour l'Irak (FDI), il est le dépositaire des recettes pétrolières de l'Irak et a pour mission d'aider le gouvernement irakien à gérer ses ressources de manière transparente et responsable au profit du peuple irakien. Il a été établi en vertu de la résolution 1483 du Conseil.

La résolution 1905 prévoyait son expiration au 31 décembre 2010. Le gouvernement irakien a cependant adressé au Conseil une demande de prorogation d'un an. Le Conseil doit trancher demain avec l'adoption d'une nouvelle résolution sur ce sujet avec un éventuel renouvellement pour six mois.

Les résolutions de demain n'ont pas trait aux relations entre l'Irak et le Koweït. Mais les autorités irakiennes et koweïtiennes ont progressé, lors de discussions bilatérales menées sous les auspices de l'ONU, sur des questions sensibles telles que la démarcation des frontières maritimes et terrestres des deux pays.

AFP 14/12

---

## 2-4 L'Irak produit du pétrole comme jamais.

Le nouveau ministre irakien du Pétrole, Abdel Karim al-Luaybi, a annoncé lundi que la production quotidienne du pays avait augmenté d'environ 100 000 barils, dépassant la barre des 2,6 millions de barils par jour pour la première fois en 20 ans.

À l'occasion d'une cérémonie marquant de façon formelle son entrée en fonctions, M. al-Luaybi a indiqué que la production irakienne de brut continuerait d'augmenter et qu'elle atteindrait "plus tôt que prévu" les objectifs visés par Bagdad.

La semaine dernière, le ministre avait également fait état d'une augmentation de 100 000 barils par jour de la production pétrolière de l'Irak, à 2,5 millions de barils par jour. Il avait alors jugé qu'il s'agissait du bond le plus important réalisé depuis un bon moment.(...)

L'Irak compte faire passer sa production quotidienne de brut à quelque 12 millions \$ de barils d'ici à 2017.

Les revenus tirés du pétrole représentent près de 95 pour cent du budget de l'Irak.

<http://www.lesaffaires.com/secteurs-d-activite/energie/l-irak-produit-du-petrole-comme-jamais/521826>

---

## 2-5 L'Irak va entériner les contrats signés par le Kurdistan.

25.12.

L'Irak va reconnaître les contrats signés par le Kurdistan irakien avec des compagnies pétrolières étrangères, a affirmé samedi son nouveau ministre du Pétrole, Abdel Karim al-Luaybi, lors d'une réunion de l'Opep au Caire.

"Oui, nous les reconnaitrons", a répondu M. Luaybi, interrogé sur cette question par Dow Jones Newswires, lors d'une rencontre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep).

Bagdad et la région semi-autonome du Kurdistan s'opposent de longue date au sujet des contrats signés par le Kurdistan avec des compagnies étrangères depuis 2004.

Le gouvernement central a jusqu'à présent refusé d'entériner ces contrats car il veut des contrats de service, rémunérant les compagnies pétrolières au baril extrait, plutôt qu'un partage des bénéfices tirés de l'exploitation des ressources comme le prévoient les contrats du Kurdistan.

M. Luaybi, titulaire du portefeuille du Pétrole dans le nouveau gouvernement de Nouri al-Maliki approuvé mardi par le Parlement, a précisé que le gouvernement central rembourserait les sommes déjà investies par les compagnies dans la région.

Vendredi, M. Luaybi avait indiqué que le gouvernement irakien activerait un accord signé plus tôt dans l'année avec le Kurdistan pour exporter du brut.

"Nous avons déjà signé un accord avec le Kurdistan (...) Si Dieu le veut, cet accord sera activé dans les prochains jours", avait-il dit à la presse.

Le gouvernement autonome du Kurdistan a signé 37 contrats avec 40 companies -- soit un investissement total prévu de 10 milliards de dollars - notamment dans la prospection et la production de pétrole, avait déclaré récemment le ministre de la région chargé des Ressources Naturelles, Ashti Hawrami.

Le Kurdistan irakien avait commencé le 1er juin 2009 à exporter du pétrole pour la première fois de son histoire, dans un climat d'hostilité avec Bagdad qui nie à sa province le droit de signer des contrats sans son aval, avant de suspendre ces exportations en octobre 2009.

La question pétrolière a fait l'objet d'âpres discussions lors de la formation du gouvernement, le député kurde Mahmoud Othmane affirmant que l'Alliance kurde ne participerait pas au gouvernement tant que M. Maliki n'aurait pas avalisé les contrats signés par le Kurdistan.

<http://www.leparisien.fr/flash-actualite-economie/petrole-l-irak-va-enteriner-les-contrats-signes-par-le-kurdistan-25-12-2010-1203192.php>

---

---

### 3 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

#### 3-1 **WikiLeaks : Moubarak a suggéré un "dictateur équitable" pour diriger l'Irak.**

"Oubliez la démocratie, les Irakiens sont par nature trop durs", considère le président égyptien dans un câble diplomatique publié par WikiLeaks.

Le président égyptien a suggéré à Washington de laisser s'installer un "dictateur équitable" en Irak, et dit que son pays pourrait engager un programme nucléaire militaire si l'Iran se dotait de l'arme atomique, selon un câble diplomatique publié sur WikiLeaks lundi 29 novembre.

Ces propos figurent dans un compte-rendu fait par l'ambassade des Etats-Unis au Caire après une rencontre en mai 2008 entre Hosni Moubarak et une délégation de parlementaires américains.

Hosni Moubarak donne sa recette pour que l'Irak se stabilise cinq ans après la chute du régime de Saddam Hussein: "renforcez les forces armées, relâchez votre emprise, et il y aura un coup d'Etat. Alors vous aurez un dictateur, mais quelqu'un d'équitable".

"Oubliez la démocratie, les Irakiens sont par nature trop durs", a-t-il encore conseillé à ses interlocuteurs américains, selon ce télégramme diplomatique publié par le site WikiLeaks.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20101130.OBS3916/wikileaks-moubarak-a-suggere-un-dictateur-equitable-pour-diriger-l-irak.html>

---

#### 3-2 **WikiLeaks: plus de 350 scientifiques nucléaires et 300 universitaires irakiens liquidés par le Mossad.**

Des documents de *WikiLeaks* ont révélé que Washington a incité le Mossad israélien à assassiner 350 scientifiques nucléaires et plus de 300 universitaires irakiens depuis l'invasion de l'Irak en 2003. Cette opération avait commencé juste après l'échec de l'administration Bush et ses agents à les recruter pour les faire travailler sur le territoire américain. Alors le choix idéal et simple fut de les liquider.

C'est ce que révèle un rapport émanant du *State department* et adressé au président Bush expliquant que le Mossad a réussi, avec l'aide des forces d'occupation, des milices et du gouvernement irakien, à liquider les scientifiques nucléaires les plus illustres et des universitaires, toutes spécialisations scientifiques confondues.

Le rapport note que certains scientifiques ont été contraints de travailler dans des centres de recherche américains et iraniens, alors que d'autres, plus nombreux encore, ont refusé de le faire dans certains domaines de recherche. De nombreux autres ont fui l'Irak pour d'autres pays alors que certains autres ont choisi de demeurer dans le pays.

Le rapport indique aussi que les scientifiques qui ont tenu à demeurer en Irak ont été soumis à de nombreuses séances d'interrogatoire accompagnées parfois de torture par les autorités officielles irakiennes avec des consignes spéciales de Maliki en personne.

Mais Israël est toujours convaincu que sa sécurité demeure menacée au cas où ces scientifiques restaient en vie et reprendraient leur travail si l'Irak retrouverait la paix et la stabilité.

Le document révèle aussi que le Pentagone avait exprimé son accord avec le rapport des services secrets israéliens et que c'est pour cette raison qu'il a été décidé que des commandos israéliens aidés par des milices pro-iraniennes se chargent de cette mission. Un groupe sécuritaire irakien a été chargé d'apporter son soutien aux commandos israéliens et aux milices chargés de cette mission.

Selon ce rapport, des personnalités officielles de premier rang, dont notamment Nouri Al-Maliki et Jalal Talabani se chargeaient d'établir des C.V. complets des scientifiques recherchés, de préciser leurs adresses et les moyens de les atteindre.

Cette opération a conduit jusqu'ici à la liquidation de 350 scientifiques nucléaires et plus de 300 professeurs d'université. Elle se poursuit toujours et vise, selon le rapport cité, plus de 1.000 savants irakiens.

Gilles Munier

Source : <http://www.iraqirabita.org/index.php?do=article&id=26910/>

Traduit de l'arabe par Ahmed Manai

<http://tunisitri.wordpress.com/2010/12/09/le-mossad-derriere-les-liquidations-des-scientifiques-irakiens>

© G. Munier/X.Jardez

Publié le 12 décembre 2010 avec l'aimable autorisation de Gilles Munier

Source : France Irak

<http://www.france-irak-actualite.com/...>

---

## 4 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

### 4-1 Gilles Munier : Qui est digne de l'«autodétermination» en Irak ?.

Depuis que Massoud Barzani, le 11 décembre dernier, dans un discours prononcé lors du congrès du Parti démocratique du Kurdistan (PDKI) qu'il dirige, a évoqué le droit pour les Kurdes irakiens à l'autodétermination pour fonder un Etat indépendant, l'expression est à la mode en Irak.

Réaction de Fatih Abdulsalam, sur [Azzaman.com](http://Azzaman.com)

Tout à coup, le terme « autodétermination » refait surface sur la scénepolitique irakienne.

Quant à moi, je suis particulièrement impressionné de la résurgence de ce terme dans un pays dévasté.

« L'autodétermination » est une exigence que beaucoup de pays ont avancée au cours des dernières décennies et l'Irak est peut-être parmi ces nations qui en ont le plus besoin.

Par exemple, les Irakiens déplacés à l'intérieur du pays dont les maisons ont été occupées par des milices armées et leurs chefs sont en droit d'avoir l'autodétermination.

Les réfugiés irakiens en Syrie, Jordanie, Egypte, et dans d'autres parties du monde se battent en permanence pour leur autodétermination.

Des centaines de milliers d'anciens militaires dont les unités ont été dissoutes attendent l'autodétermination.

Des millions d'orphelins, de martyrs et d'enfants irakiens espèrent une décision qui les aidera à déterminer leur avenir.

Les Irakiens frappés par la pauvreté qui assistent au détournement de milliards de dollars (par leurs leaders et leurs factions) et finissent par ne pas manger à leur faim, ont envie de voir le jour où on leur donnera le droit à l'autodétermination.

Les prisonniers qui languissent dans les prisons publiques ou secrètes ainsi que celles dirigées par le ministère de l'intérieur et les Opérations Militaires de Bagdad plaident auprès du Tout Puissant, jour après jour, quel'heure arrive enfin d'obtenir le droit à l'autodétermination.

Les victimes des ravages causés par les agences de renseignements internationales et régionales en Irak ont un besoin urgent d'autodétermination.

Et, même ceux qui résident dans la « Zone Verte » - gouvernants et gouvernés- ont une constance obsession de l'autodétermination. Ce sont eu qui savent, mieux que tout autre secteur de la société irakienne, le type d'« autodétermination » qu'on leur réserve.

**Gilles Munier**

Jeudi 23 décembre 2010

(Traduction : Xavière Jardez)

<http://www.azzaman.com/english/index.asp?fname=news\2010-12-17\kurd.htm>

[http://www.palestine-solidarite.org/dossier.Irak.Gilles\\_Munier.231210.htm](http://www.palestine-solidarite.org/dossier.Irak.Gilles_Munier.231210.htm)

---

## 5 Annexe

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

### 5-1 Le sang de Saddam Hussein.

Le Coran écrit avec le sang du Président Saddam Hussein embarrasse le régime de Bagdad...

La polémique artificielle suscitée à ce sujet par un article de Martin Chulow (1), correspondant à Bagdad du *Guardian*, tombe comme par hasard juste avant la commémoration du cinquième anniversaire de l'exécution barbare de Saddam, le 30 décembre 2006 du calendrier grégorien.

Coup d'épée dans l'eau, du moins en pays musulmans, car ceux qui respectent sa mémoire l'ont célébrée le 10 Dhou Al Hijja 1431 - *date de l'Aïd al-Adha* - du calendrier hégirien, correspondant au 16 novembre 2010... ou le lendemain selon les pays et les sectes.

Ce jour-là, à Al-Awja, près de Tikrit, des Irakiens ont psalmodié des prières et récité des poèmes sur sa tombe.

L'endroit, devenu lieu de pèlerinage, est, depuis deux ans, interdit de visite aux enfants des écoles.

L'existence du Coran incriminé avait été annoncée, sans commentaire, le 25 septembre 2000 par la *BBC* (2).



Le Président irakien, apprenait-on, avait chargé un calligraphe de le réaliser, trois ans plus tôt, lors de son 60<sup>ème</sup> anniversaire. A la cérémonie de présentation, Saddam avait déclaré qu'il voulait ainsi remercier Dieu de l'avoir protégé pendant sa longue carrière politique. Dans une lettre, publiée par les médias irakiens, il expliquait : «*Ma vie a été pleine de dangers dans laquelle j'aurais dû perdre beaucoup de sang ... mais comme je n'ai saigné que très peu, j'ai demandé à quelqu'un d'écrire les paroles de Dieu avec mon sang en signe de reconnaissance*».

### A la mémoire du Prophète arabe

Arrivé à Bagdad quelques jours plus tard, j'avais trouvé l'idée de Saddam singulière, mais dans l'air du temps. Sous l'effet de l'embargo imposé par les puissances occidentales, la religiosité progressait dans le pays, et pas seulement parmi les musulmans. Des traditions que l'on croyait disparues, renaissaient. Des ordres soufis, comme la Tariqa Casnazaniyah, réapparaissaient au grand jour.

En fait, l'islam s'était approprié une part de l'espace monopolisé par le discours nationaliste arabe dès les dernières années de la guerre Iran-Irak. Le 23 juin 1989, date de la mort de Michel Aflak – *chrétien de rite grec orthodoxe* –, fondateur du parti Baas, la nouvelle qu'il s'était converti secrètement à l'islam, sous le nom d'Ahmed, avait surpris certains, mais pas les lecteurs de son hommage « *A la mémoire du Prophète arabe* » (3), prononcé à Damas en 1943, qui semblait l'annoncer. Aussi, quand Saddam Hussein décida, le 13 janvier 1991, de placer le *takbir*, « *Allahu Akbar* » (*Allah est le plus grand*), écrit de sa main, entre les trois étoiles du drapeau irakien, personne ne fut vraiment étonné (4). Au contraire, car l'Irak était, cette fois, en guerre contre l'Occident, synonyme de croisade pour une grande majorité de musulmans. Quelques jours plus tard, le 17 janvier, des missiles Scud tombaient sur Tel Aviv et Haïfa (5).

Après la Première guerre du Golfe, l'esprit de résistance et de sacrifice pour l'islam et la cause arabe prirent de plus en plus d'importance dans les rassemblements et les défilés politiques.

Chaque jour, l'Irak était bombardé par l'aviation américaine. Des civils étaient tués, des infrastructures détruites. La nourriture et les médicaments manquaient. Dans les rues, des manifestants scandaient : «*Avec notre âme, avec notre sang, nous nous sacrifions pour toi Saddam*».

En Palestine occupée, les familles des martyrs du *Hamas* et du *Djihad islamique* recevaient une aide substantielle de l'Etat irakien. A chaque voyage en Irak – 6 à 8 par an, entre 1991 et avril 2003 – j'entendais parler de projets de construction de nouvelles mosquées. Les femmes, peu à peu, couvraient leur tête d'un voile. La consommation d'alcool dans les bars et les restaurants était interdite, au motif qu'elle choquait les Irakiens appauvris par le blocus international. L'Etat subventionnait les minorités religieuses – *chrétienne, mandéenne, yézidie* – pour qu'elles rénovent leurs édifices religieux ou en érigent de nouveau. J'ai vu l'impressionnante mosquée Oum al-Maarek (Mère des batailles) sortir de terre. Ses minarets avaient la forme de canons de kalachnikov ou de Scud. Une partie du lac qui l'entourait dessinait les frontières de la Nation arabe. L'emplacement de la mosquée, situé à l'ouest de Bagdad, dans un secteur quasi désert, avait été choisi par Saddam. C'est là, dans une petite ferme, qu'il s'était réfugié pour diriger les combats pendant la Première guerre du Golfe. Voilà, en résumé, dans quel contexte historique, social et religieux, le Président irakien a demandé à un calligraphe une copie du Coran écrite avec son sang.

### Le « Coran de sang »

En 2000, l'exposition du « *Coran de sang* » était pratiquement passée inaperçue dans la presse occidentale. L'opposition anti-baasiste londonienne ou étasunienne n'avait pas particulièrement réagi, sachant qu'en Irak, l'ouvrage était considéré comme un témoignage de foi. A l'époque, aucune information sur la quantité de sang nécessaire à sa réalisation n'avait filtré. Aujourd'hui, propagande oblige, il est question de 27 litres... Martin Chulow, dans les « *bons papiers* » du régime de Bagdad, puisqu'il a été autorisé à interviewer Tarek Aziz dans sa cellule en août 2010, aurait dû vérifier les dires d'Ahmed al-Samarraï, imam de la mosquée Oum al-Qora (*Mère des villes, en référence à La Mecque - ex Oum al-Maarek*). Ce cheikh, soutenu par *Al-Dawa*, connu pour son américanophilie, a couvert, en janvier 2006, l'expulsion des lieux d'Hareth al-Dari, secrétaire général de l'*Association des Oulémas musulmans (AMSI)* dont c'était le siège, considéré alors comme un « *repaire de terroristes* » (6). Ecrire que 27 litres de sang ont été utilisés pour calligraphier la copie du Coran est une ineptie macabre : le corps humain n'est doté que d'environ 5 litres de sang et on ne peut en prélever qu'environ 450ml, toutes les huit semaines, sur un homme de 60 ans...

La relique dont l'existence pose brusquement un problème au régime de Bagdad, est gardée – *selon The Guardian* - dans une crypte de la mosquée Oum al-Qora (*ex Oum al-Maarek*), « *protégée par de nombreuses portes dont les clés ont été confiées à plusieurs personnalités religieuses, pour que personne ne puisse les ouvrir seule* ». Pour le cheikh Ahmed al-Samarraï, dont l'esprit est plus mercantile que religieux, le « *Coran de sang* »... « *n'a pas de prix ... (il) vaut des millions de dollars* ». Faut-il le détruire ? Comme il s'agit du Livre saint, les avis sont partagés dans le camp pro-iranien (7). Selon Martin Chulow, certains dignitaires du régime « *toujours trop effrayés par cette œuvre pour ouvrir les portes qui mènent à elle* » estiment, que « *le temps devrait apaiser les esprits dans cette affaire* ». Espérons-le ! Mais, avec la clique au pouvoir à Bagdad, on peut aussi en douter.

Notes :

(1) *Qur'an etched in Saddam Hussein's blood poses dilemma for Iraqi leaders*, par Martin Chulov (*The Guardian* – 19/12/10)

<http://www.guardian.co.uk/world/2010/dec/19/saddam-legacy-quran-iraqi-government>

(2) *Iraqi leader's Koran 'written in blood'* (BBC – 25/9/2000)

[http://news.bbc.co.uk/2/hi/world/monitoring/media\\_reports/941490.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/world/monitoring/media_reports/941490.stm)

(3) A la mémoire du Prophète arabe

[http://albaath.online.fr/Francais/COMMEMORATION\\_DU\\_PROPHETE\\_ARABE.htm](http://albaath.online.fr/Francais/COMMEMORATION_DU_PROPHETE_ARABE.htm)

(4) Le nouveau régime irakien n'a pas pu imposer un nouveau drapeau inspiré, curieusement, par celui d'Israël. Il a finalement supprimé les étoiles et maintenu l'inscription « *Allahu Akbar* », mais en caractères de style coufique. Les étoiles représentaient l'union manquée de l'Égypte, de la Syrie et de l'Irak et, plus tard, la devise du parti Baas : « *Unité, Liberté, Socialisme* ».

(5) A propos des tirs de missiles Scud sur Israël, Saddam Hussein a déclaré, dans son entretien n°11 avec le FBI, qu'il « *voulait punir le pays qu'il considérait être à la source de tous les problèmes* ».

<http://www.france-irak-actualite.com/article-entretien-n-11-fbi-saddam-husseine-3-mars-2004-49359117-comments.html>

(6) Le cheikh Hareth al-Dari est un des principaux chefs de la résistance irakienne. Il vit en exil en Égypte ou en Jordanie depuis que le régime de Bagdad a émis un mandat d'arrêt international contre lui, en novembre 2006.

(7) Brûler le Coran est *haram* (interdit). La question de son incinération ne devrait pas se poser, à moins de croire – *comme c'est le cas de certains chiites* – que la version retenue sous le calife Othman (579-656 / 3<sup>ème</sup> calife) n'est pas complète. Ahmed Chalabi est pour la destruction du « *Coran de sang* » et de tout ce qui peut rappeler le régime baasiste, tandis que Mowaffak al-Rubaie, ancien conseiller à la sécurité nationale, considère qu'il faut préserver l'ouvrage car il fait partie de l'histoire de l'Irak. Ali al-Moussawi, porte-parole de Nouri al-Maliki, pense qu'il pourrait être exposé, plus tard, mais dans un musée privé.

Gilles Munier

(AFI-Flash n°110 - janvier 2011)

<http://www.france-irak-actualite.com:80/article-le-sang-de-saddam-husseine-63777039.html>

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19